

ATEE – 47, Avenue LAPLACE – 94117 ARCUEIL

Édition du 16/09/2016

## Réponses de l'ATEE à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur le prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et TIGF

### 1. QUESTION 15

Êtes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à l'efficacité sur les charges nettes d'exploitation des GRT, selon lequel les opérateurs conservent les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?

OUI

Pour l'ATEE, le soutien de **la place du gaz dans la transition énergétique** est nécessaire, car cette énergie peut apporter des contributions effectives et pertinentes aux objectifs de cette transition, en termes de :

- Soutien de la performance et de la compétitivité de l'industrie en France, avec notamment les cogénérations industrielles dont de nouvelles dispositions de soutien via des appels d'offres en cours se mettent en place à des conditions à définir,
- D'efficacité énergétique : cogénération à haut rendement, systèmes hybrides ENR/gaz, gaz naturel véhicule,
- Sécurisation des approvisionnements électriques et gaziers : cogénération à haut rendement, stockages d'électricité mettant en œuvre des solutions gaz (CAES hybrides, etc.),
- Développement et créations d'activités et d'emplois locaux via de nouvelles filières comme la cogénération basse tension (micro & mini cogénérations gaz) en cours de déploiement et le GNC.

La place des gestionnaires de réseau comme GRTgaz est totalement légitime dans le rôle qu'elle peut jouer en raison de sa qualité reconnue d'expertise technique, de sa position de neutralité vis-à-vis des technologies et des acteurs des différentes filières concernées, de sa capacité à faire le trait d'union entre les marchés gaziers amont et les consommateurs et acteurs des territoires, de son engagement de promotion du gaz s'inscrivant dans son Contrat de Service Public avec l'État.

C'est enfin une entreprise dont le modèle économique est bâti sur le long terme, cohérent avec les trajectoires ambitieuses de la programmation pluri annuelle de l'énergie.

L'objectif réside bien dans une action de pérennisation de la place du gaz dans le mix énergétique en permettant en particulier **le déploiement des gaz renouvelables** qui peuvent être co-portées par des solutions de cogénération par exemple (à l'instar de l'appel d'offres cogénérations gaz vers biogaz en cours d'instruction par le MEEM), et donc la **durabilité du gaz et des réseaux** et en **favorisant les nouveaux usages** (conversions des clients existants à une énergie moins carbonée et raccordement de nouveaux clients). In fine, ces actions présentent des effets bénéfiques sur le tarif d'acheminement par le foisonnement des revenus qu'elles génèrent.

## 2. QUESTION 31

1. Êtes-vous favorable à l'instauration d'un NTR maximal sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF ?
2. Êtes-vous favorable à une limitation à 8 du NTR sur les réseaux de transport régionaux de GRTgaz et de TIGF ?

### 1. OUI - 2. OUI

Les NTR ont été déterminés lors de l'ouverture des marchés afin de pouvoir dissocier, dans les contrats historiques, les coûts liés à la fourniture de gaz naturel des coûts liés à l'usage des réseaux de transports de gaz naturel. Pour des raisons de structuration du coût d'acheminement, il n'y a pas aujourd'hui de corrélation directe et totale entre le NTR d'un point de livraison et sa distance au réseau principal, qui peut varier dans une plage extrêmement large de 0 pour un client directement raccordé au réseau principal à 29 pour le site situé le plus loin du réseau principal.

Or, à l'heure actuelle, de nombreux projets de cogénération implantés dans des zones de desserte gaz présentant des NTR supérieurs à 10/12 ne peuvent pas se concrétiser pour des raisons économiques, liées pour une bonne part aux coûts d'approvisionnement du combustible (part d'acheminement), dans un contexte où la cogénération décentralisée monte en puissance dans l'hexagone sous l'impact des nouvelles politiques promues dans le cadre de la LTECV et où les puissances moyennes des nouvelles capacités installées auront tendance à diminuer rapidement (conséquence des nouvelles lignes Directrices européennes qui interdisent toute aide d'état, en dehors d'un appel d'offres dédié, aux cogénérations de plus de 1 MW).

Un NTR élevé est donc de nature à constituer un frein au raccordement des nouveaux producteurs, aussi bien pour les clients industriels dans les secteurs des serres, du papier, de la chimie que les nouvelles Distribution publiques (cogénérations raccordées aux réseaux de chaleur) ou les conversions d'utilités au gaz naturel. Une révision des NTR avec un plafonnement à 8 favoriserait le développement de raccordements gaz pour ces sites.

Compte tenu de l'effet de pondération, un tel niveau de NTR paraît bien ajusté en ne pénalisant pas trop lourdement les sites de cogénération existants à NTR inférieur à 2 ou 3, le coût d'acheminement étant déjà pris en compte dans le cadre du complément de rémunération pour l'évaluation du tarif cible les coûts d'approvisionnement réels en gaz. Un NTR élevé serait a contrario de nature à favoriser d'autres énergies au détriment du GN réseau.

### 3. QUESTION 35

**Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les conditions de mise en œuvre d'une remise développement plafonnée à 50 % ?**

**OUI**

Instaurer une remise de développement appliquée au prix des ouvrages de raccordement des clients industriels et gestionnaires de réseau de distribution, qu'il s'agisse de nouveaux ouvrages ou d'adaptations d'ouvrages existants, ne peut qu'être pertinent. Cette approche doit reposer sur la prise en compte de l'économie globale de chacun des projets, « tout en préservant le tarif transport grâce à une disposition garantissant un effet positif à la maille de chacune des opérations ». La remise proposée par GRTgaz plafonnée à 90% du prix du raccordement sans pouvoir excéder 2 M€ nous semble bien dimensionnée.

Cette disposition va favoriser la réalisation de nouvelles opérations de cogénérations de moyennes et petites puissances, là où justement les potentiels de développement de nouveaux projets sont aujourd'hui les plus significatifs (plus de 1 GW de capacités potentielles sont réalisables dans les secteurs tertiaire et résidentiels collectif et individuel), pour des installations dont le raccordement au réseau de gaz aurait obéré la faisabilité. Enfin, compte tenu du plafonnement de cette remise à 2 M€, les projets présentant un coût de raccordement initialement trop élevé, donc non viable, ne seront pas plus susceptibles de se développer.